

Le VP sud-africain veut une enquête sur la corruption au sommet de l'Etat

@rib News, 23/04/2017 Source AFP Le vice-président sud-africain Cyril Ramaphosa (photo) a réclamé dimanche la mise en place d'une commission d'enquête sur les allégations de corruption au sommet de l'Etat, comme l'avait recommandé la médiatrice de la République dans un rapport explosif en novembre dernier. "Nous devons être honnêtes et assez courageux pour affronter la corruption au sommet de l'Etat. Je soutiens la mise en place d'une commission d'enquête", a lancé M. Ramaphosa lors d'un hommage à l'icône anti-apartheid Chris Hani assassiné en 1993.

Cyril Ramaphosa fait directement référence aux recommandations de Thuli Madonsela, l'ex-médiatrice de la République qui avait notamment pointé de forts soupçons de collusions entre le président Jacob Zuma et une riche famille d'homme d'affaires, les Gupta. Elle avait recommandé la mise en place d'une commission d'enquête, un avis pour le moment resté lettre morte. "Nous devons être prêts à parler de ces choses de manière transparente et honnête comme l'ont fait nos prédécesseurs. Si l'ANC ne soutient pas ces problèmes, nous pouvons être sûrs que notre soutien électoral va continuer à diminuer", a poursuivi M. Ramaphosa, dans son discours prononcé dans la banlieue de Port Elizabeth (sud). Le Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994, a subi un fort recul lors des élections municipales d'août 2016. Avec moins de 54% des voix au niveau national, le parti a connu le plus faible score de son histoire. Il n'est d'ailleurs plus majoritaire dans quatre des six plus grandes métropoles du pays. Principal coupable de ce recul selon plusieurs observateurs: Jacob Zuma, embourbé dans plusieurs scandales de corruption. En mars, un remaniement ministériel controversé où il avait promu nombre de ses fidèles avait semé la division au sein de l'ANC et entraîné une série de manifestations pour appeler à la démission du chef de l'Etat. Cyril Ramaphosa fait partie des favoris pour succéder à M. Zuma à la tête du parti à la fin de l'année, un scrutin qui désignera le chef de file de l'ANC pour les prochaines élections générales de 2019. Son principal challenger n'est autre que Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ex-épouse de l'actuel président et ancienne patronne de l'Union africaine (UA), soutenue par le chef de l'Etat.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});